



### **Intervenants et liens utiles**

<p>Organisé par l'Observatoire Climate Chance</p>	<p>Page web officiel : <a href="http://www.climate-chance.org">http://www.climate-chance.org</a>  Page de l'Observatoire : <a href="https://www.climate-chance.org/comprendre-observatoire/">https://www.climate-chance.org/comprendre-observatoire/</a></p> <p>Si vous avez des questions sur la Série des Ateliers Virtuels : <a href="https://www.climate-chance.org/sommets-coalitions/les-ateliers-virtuels-climate-chance/">https://www.climate-chance.org/sommets-coalitions/les-ateliers-virtuels-climate-chance/</a> ou contactez-nous <a href="mailto:association@climate-chance.org">association@climate-chance.org</a></p>
<p><b>Vanessa Laubin,</b> Gérante/Consultante Stratégies et planification territoriale climat à PROJECTIONS CC</p>	<p>Pour plus d'informations : <a href="https://www.linkedin.com/company/projections-cc">https://www.linkedin.com/company/projections-cc</a></p>
<p><b>Catherine Higham,</b> Directrice régionale, Europe, Moyen-Orient et Afrique – Villes, États et régions au CDP</p>	<p>Pour plus d'informations : <a href="https://www.cdp.net/fr">https://www.cdp.net/fr</a></p>
<p><b>Dr Maguette KAIRE,</b> Expert forestier au Centre Régional AGRHYMET, Point Focal CILSS du projet régional GCCA+ AO (Global Climate Change Alliance plus Afrique de l'Ouest)</p>	<p>Pour plus d'informations : <a href="https://agrhyet.cilss.int/">https://agrhyet.cilss.int/</a></p>
<p><b>Maurine Ambani,</b> Regional Coordinator basée à Nairobi au World Food Programme</p>	<p>Pour plus d'informations : <a href="https://fr.wfp.org/">https://fr.wfp.org/</a></p>
<p><b>Handaine Mohamed,</b> Chercheur expert à l'IPACC (Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee)</p>	<p>Pour plus d'informations : <a href="https://www.ipacc.org.za/">https://www.ipacc.org.za/</a></p>

**Grands Enseignements :**

- Les panélistes partagent un constat de difficulté d'accès aux données concernant l'adaptation aux changements climatiques en Afrique, à la fois due à une production de donnée insuffisante et à une communication souvent inadaptée aux utilisateurs. Tous ont insisté sur l'importance des savoirs locaux, qui doivent être combinés aux savoirs scientifiques pour produire de la connaissance. Cet enregistrement des savoirs locaux a également été désigné par les participants à l'atelier comme priorité n°1 concernant la question des données climat en Afrique.
- Le CDP accompagne des villes africaines dans la production, collecte et analyse de données, et les aide à intégrer ces données à leurs politiques d'adaptation. Ils constatent que ces villes ont des difficultés à avoir accès à ces données et à les prendre en compte, notamment pour envisager des stratégies de long terme. De plus, ils constatent que les collaborations avec les gouvernements nationaux, avec des acteurs extérieurs ou avec les populations locales sont souvent très fructueuses.
- Le CILSS, au Niger, centralise et diffuse des données transmises par des groupes de travail mis en place dans différentes régions. Il constate que les données doivent être adaptées aux contextes des destinataires avant d'être transmises et qu'il y a un vrai besoin pour la vulgarisation des données scientifiques pour les populations souvent peu éduquées.
- Le Programme d'apprentissage sur l'adaptation en Afrique, réalisé par le Programme Alimentaire Mondial en partenariat avec CARE International, a mis en place des centres d'informations dans différentes communautés au Ghana, pour permettre à différents acteurs de discuter ensemble des données auxquelles ils ont accès et de les traduire concrètement en termes de conséquences pour leur territoire. Cela a permis un meilleur accès aux données, notamment pour les femmes qui participent beaucoup à ces ateliers.
- Le comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique milite pour la reconnaissance des langues autochtones par les pays africains, afin de favoriser les échanges de données et de recueillir les savoirs traditionnels qui peuvent être utiles pour l'adaptation au changement climatique.



### Amaury Parelle, coordinateur de l'[Observatoire Climate Chance](#)

Cet atelier est intégré à la Climate Week de New York, et à la Série d'Ateliers Virtuels de Climate Chance consacré à l'accès aux données climat, qui vient prendre la suite de travaux réalisés lors des Sommets Climate Chance les deux années précédentes. Cet atelier sera donc suivi de deux autres qui auront lieu le 29 octobre ("accès aux données d'activité et énergie") et début 2021 ("facteurs d'émission et méthodes de calcul").

Les trois objectifs pour ces ateliers consacrés à l'accès aux données climat :

- Identifier les initiatives africaines améliorant l'accès aux données climat et leur gouvernance
- Explorer des pistes concrètes pour un travail collectif et un espace de collaboration qui peuvent être menés sur ces questions
- Capturer les principaux enseignements pour formuler et principes pour formuler une position commune entre les acteurs non-étatiques engagés sur ces questions

### Vanessa Laubin, animatrice de l'atelier, Gérante/Consultante à [Projections CC](#)

⇒ *Qu'est-ce qui est en jeu concernant l'accès aux données d'adaptation pour les acteurs non-étatiques ?*

1. L'accélération et l'amélioration des mesures d'adaptation locales. L'accès aux données permet de :
  - Réduire le niveau d'incertitude sur la situation climatique et météorologique
  - Rendre accessible l'information pour partager les connaissances et changer d'échelle, ne plus être simplement un projet pilote.
  - Assurer un suivi et ainsi rentrer dans une dynamique d'amélioration continue
2. La prise en compte effective du risque climatique dans les décisions d'investissement. Pour cet enjeu, l'accès aux données permet de :
  - Concevoir des projets climato-compatibles à 20-30 ans
  - Se conformer aux exigences de plus en plus importantes des financeurs
3. L'information et l'alerte de la venue d'impacts du changement climatique

⇒ *Comment on produit, analyse et utilise des données d'adaptation ?*

1. **Collecte** : Qui ? Institut de recherche & porteurs de projets, mais aussi les acteurs locaux : collectivités locales, communautés. La question est donc : quelle est l'articulation avec les acteurs étatiques de ces producteurs de données ? Comment la parole, et notamment la parole qualitative, des communautés est-elle enregistrée ?
2. **Analyse** : Demande des moyens technique financiers et humains. Quel peut être le rôle des acteurs non-étatiques ici ?
3. **Usage** : Pour la conception de projets, la planification pour les collectivités, le plaidoyer. Comment la donnée analysée par les instituts de recherche est transformée en une information compréhensible et utile pour les acteurs, et comment les données peuvent-elle limiter les mauvais usages ? Question de l'accessibilité : comment les acteurs non étatiques, qui n'ont pas toujours les moyens d'acheter de la donnée, comment ces acteurs peuvent-ils avoir accès à ces données ?

*Questions aux participants (via menti.com. Cf: annexes): « Quelles sont vos priorités sur la question des données ? Analyse des réponses au sondage à la fin de l'atelier. »*

### Catherine Higham, [CDP](#)

Les données récoltées permettent d'augmenter la compréhension sur l'action climat, les défis, les barrières et les obstacles, et comment les acteurs urbains les surmontent. Présentation du CDP



surcomment les villes intègrent les données d'adaptation dans leur planification ? Ou encore comment les gens peuvent accéder à ces données ?

Le CDP travaille avec des villes, régions, investisseurs et entreprises pour mesurer l'impact environnemental. 850 villes l'année dernière, pour les aider à prendre les bonnes décisions en matière de climat, de gestion de risques : vulnérabilités, probabilités, conséquences des risques ?

Rapport 2018 du CDP : "Quelles sont les barrières que vous rencontrez pour prendre des mesures d'adaptation ?". 2 villes ont identifié la disponibilité des données comme un facteur de facilitation, mais un plus grand nombre d'entre elles ont souligné le manque d'accès aux données.

### **En 2019, le CDP a accompagné 62% des villes dans l'élaboration d'un plan de vulnérabilités.**

Diagnostic :

- Les villes sentent souvent qu'elles ont accès à des données mais sans l'expertise pour les intégrer.
- Risques à long terme souvent sous évalués par les villes. Les villes qui ont pu faire des bilans sont plus armées pour évaluer les risques à long terme, mais la plupart n'ont fait qu'une évaluation des risques à court terme et moyen terme.

Conclusions générales d'une analyse de cas réussie de Moroni (Comores) et Nakala (Mozambique) :

- La collaboration avec le gouvernement national est importante afin de permettre une meilleure compréhension des besoins d'adaptation.
- La collaboration avec des acteurs externes est très enrichissante. Ex. : à Moroni, le CDP a demandé à des personnes de la municipalité d'auto-évaluer les risques auxquels la ville est exposée. Impression des acteurs de manquer de données l'évaluation. Donc besoin de collaboration avec des acteurs externes.
- Les approches participatives fonctionnent bien. Principe : mieux comprendre les expériences vécues sur le terrain et prévoir l'avenir, en incluant la participation des communautés locales.
- L'utilisation de proxy peut s'avérer utile. Ex. : au Mozambique la ville de Nakala recherchait des données pour comprendre les tendances du changement climatique pour la ville. Ils ont cherché dans les données de l'université de Cape Town mais il n'y avait pas de données spécifiques à leur ville. D'autres données d'une ville avec des caractéristiques similaires à Nakala, ont été repérées puis adaptées à leur contexte.

L'ensemble de ces rapports sont accessibles sur le site du CDP et disponibles pour tous.

*Question* : Combien de villes africaines entrent dans les analyses du CDP ?

⇒ La plupart des données mentionnées viennent de 2018 et 2019. 2018 : un peu moins de 60 villes. 2019 : 48 villes de tout le continent africain.

*Question* : Ce sont donc des villes de tailles assez importantes ?

⇒ C'est un mélange. Collaboration CDP-C40, donc avec des métropoles. Beaucoup de grandes villes, mais aussi des petites. En 2019, 3 districts de Yaoundé.

### **Maguette Kaire, CILSS, Niger**

*Titre de la présentation* : Défis liés à la production de l'information climatique pour l'adaptation au changement climatique en Afrique

→ Inondations au Sahel : constat sur les problèmes de prévisions ; manque d'informations pour prévenir les populations avant le désastre. Comment transmettre l'information ?



Contexte : grande vulnérabilité au changement climatique de l'Afrique. Faiblesses des dispositifs de collecte des données climatiques. Cela empêche le continent de répondre correctement aux défis du changement climatique, notamment dans l'agriculture, l'eau, les catastrophes météorologiques, l'érosion côtière, etc.

Production et diffusion des données par le CLISS :

Le CLISS a mis en place des Groupes de Travail Pluridisciplinaires (GTP) avec différents types d'acteurs qui collectent, traitent et analysent des données. Puis les partagent avec des gouvernements nationaux, des régions, des ONG, des instances internationales... AGHYMET combine les données des GTP à des données satellitaires pour produire de l'information climatique à diffuser via une mailing list.

Défis du CLISS pour faciliter l'appropriation de ces informations par les utilisateurs: qualité des informations, échelles appropriées, communication, difficultés d'interprétation des utilisateurs...

Sur la qualité du message :

Message différent selon le destinataire. La donnée doit être complète et comparable. Problème : le réseau de collecte des données est très clairsemé (ex : manque de collaboration entre stations météo)

Plusieurs besoins identifiés selon les échelles appropriées :

- Adapter l'information en fonction des zones agro-écologiques qu'elles concernent. Chaque zone a des besoins différents des autres, en fonction du contexte climatique.
- Il faut aussi adapter l'information au type d'exploitation : les riziculteurs n'ont pas besoin des mêmes infos que les cultivateurs d'arachides, ou que les éleveurs. Ex : au Burkina, certains cheptels se déplacent sur des centaines de kms pour trouver de l'eau. Ces déplacements sont très fatigants, et pourraient être évités si un meilleur accès à l'information sur les localisations des points d'eau était présent.
- Adapter le message :
  - Au niveau d'instruction de l'utilisateur : faible niveau d'alphabétisation en Afrique.
  - Aux échelles temporelles appropriées. Ex : informations très court terme pour gérer des catastrophes, ou informations long terme pour prises de décisions stratégiques.

Les supports de communication doivent aussi prendre en compte tous ces paramètres. Défis : les réseaux de communication ne couvrent pas tous les pays. L'intégration de l'information climatique dans la planification du développement peut faire une vraie différence, et peut permettre de mettre en place des stratégies d'adaptation.

Le Centre Régional Climatique essaye de mettre en place un dispositif automatisé de collecte et diffusion de données, et d'aider à intégrer les données dans les politiques et programmes régionaux.

*Question sur l'adéquation des données aux besoins des usagers* : Comment traiter la question des usages ? Comment travailler avec les communautés, les organisations paysannes pour définir la façon de présenter les données en prenant en compte le niveau d'alphabétisation faible ?

⇒ *Réponse* : traduire nos messages scientifiques. Ex : le GRET au Sénégal nous avait aidé à traduire des messages scientifiques pour un projet, à l'aide d'images, de cartes, qui permettaient de visualiser l'information scientifique.

Problème local : seulement quelques stations par régions. Donc on essaie de combiner avec les données satellitaires. L'approche participative peut aider à surmonter certains obstacles.



**Maurine Ambani, Coordinatrice Régionale du [World Food Programme](#) à Nairobi**

Présentation du Programme d'apprentissage sur l'adaptation en Afrique, qui a lieu au Ghana, Kenya, Mozambique et Niger, en partenariat avec CARE International. Ce travail dure depuis 7 ans, dans le but de déployer les capacités d'adaptation.

Facteurs de succès :

Associer les communautés locales, en leur permettant d'avoir une meilleure capacité d'accès aux données. Le constat initial : manque de connaissances sur le changement climatique, même lorsque les données étaient fournies au début, les gens ne savaient pas quoi en face.

Les communautés avaient besoin de données saisonnières pour prendre des décisions sur les cultures à semer. -> Développement d'une approche participative permettant à un grand nombre d'acteurs (ONG, acteurs privés, publics...) de comprendre ensemble les services météorologiques de leur région, et d'interpréter les données météo. Cela répond à un réel besoin : permettre aux individus de parler du temps et du climat de manière constructive, observer à l'échelle des communautés les changements climatiques perçus et les enseignements à en tirer.

Services climatiques intégrant des données empiriques provenant des communautés :

Les communautés analysent leurs propres vulnérabilités et capacités et se parlent entre elles des problèmes relevés, de leurs observations, des vulnérabilités et de leurs capacités. Nous avons mené avec elles une réflexion sur comment s'adapter, quelles stratégies adopter... Quand planter ? Où vont aller les éleveurs ?

Pour interpréter les données climat et météo, il faut compter sur les observations des gens de leur territoire. Ils apportent beaucoup d'informations concrètes pour mieux comprendre les données météo. Ex : à propos de la pluviométrie : 20mm de pluie, qu'est-ce que ça veut dire ? comment ça se traduit concrètement pour eux ? En termes d'interprétation, ils apportent leurs propres connaissances traditionnelles, ce qui contribue également à établir la confiance.

Les populations participant à ce programme sont mieux préparées à la saison des pluies. Les centres d'information sont gérés par les communautés. Ex : nord-Ghana, installation de hauts parleurs qui diffusent les prévisions météo sur le marché. La radio est un moyen de diffusion important en Afrique, mais genré. Grâce aux hauts parleurs, les femmes accèdent à l'information.

En quoi ces résultats ont aidé à la prise de décision ?

Les populations ont pu bénéficier d'un meilleur accès à l'information. Nous avons pu développer des liens et connexions pour nous assurer que l'information était accessible à tous. Ce système a surtout aidé les femmes, parce qu'avant elles n'avaient pas toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions.

**Mohamed Handaine, chercheur au comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique - [IPACC](#)**

Première barrière pour l'accès à l'information en Afrique : la langue. Plus de 2000 langues autochtones en Afrique (mais pas toujours reconnues comme officielles).

Des projets de sensibilisation pour la communauté africaine ont été menés sur l'importance des langues autochtones africaines. L'UNESCO a proclamé l'année internationale des langues autochtones. C'est une grande opportunité pour améliorer l'accès à l'information.

Ces langues constituent un trésor des savoirs traditionnels relatifs aux changements climatiques. Ex : sur la gestion de l'eau et une observation que l'organisation a pu faire sur le sud du Maroc, une région semi-aride.



Cela pose la question de la relation entre l'eau et l'Homme, et les savoirs traditionnels. En Afrique, 322 millions de personnes qui n'ont pas accès à une eau répondant aux normes d'hygiène. Ce manque d'accès à l'eau potable est responsable de 10 à 15% des maladies sur le continent. C'est la principale cause de mortalité infantile dans les zones rurales.

Le conseil régional du Souss-Massa-Tata a adopté un plan territorial de lutte contre le réchauffement climatique, où la question de l'eau était centrale. Ils ont pu valoriser les savoirs traditionnels liés à la gestion de l'eau.

Ex.: le système du Tanast : assiette en cuivre percée en son fond, qui permet la rentrée d'eau et un remplissage complet en 9 à 15 minutes, ce qui permet un chronométrage de l'irrigation.

--

*Résultat du Sondage sur menti.com. Les priorités des participants à propos de l'accès aux données sont, dans l'ordre :*

*1° Améliorer l'enregistrement des savoirs locaux des communautés*

*2° Participer à la définition des besoins et usages des données adaptation*

*3° Participation aux cadres de gouvernance sur la collecte des données adaptation*

*4° Plaidoyer pour la libre disponibilité des données*

*5° Demander des moyens supplémentaires pour la production/diffusion de données*

**Réaction au sondage** : en fait, l'accès à des moyens financiers est la dernière des priorités. La priorité est l'intégration des savoirs locaux des communautés.

**Réaction Catherine Higham** : Beaucoup de villes que nous avons suivi ont eu beaucoup de succès dans leurs campagnes participatives pour développer la manière d'évaluer les risques.

**Réaction Maurine Ambani** : très intéressant. En effet, ce qui est critique maintenant c'est de chercher à combiner toutes les infos dont on dispose.

**Réaction Maguette Kaire** : Avec l'accès aux données satellites on arrive à contourner les difficultés d'accès aux données. Important de faire le lien entre scientifiques et communautés locales.



Annexe :

## Concernant les données liées à l'adaptation, quelles sont vos priorités ? When it comes to adaptation data, what are your priorities ?

